

Un enjeu stratégique : « Il faut intégrer l'écologie dans la lutte sociale »

« Selon moi, il n'y a plus aujourd'hui de véritable frontière entre les problèmes environnementaux et les problèmes sociaux ; la question des changements climatiques en est l'illustration »

mardi 18 décembre 2012, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 16 décembre 2012).

À l'invitation du mouvement Rezistans ek Alternativ, Daniel Tanuro, ingénieur agronome belge, spécialiste des questions environnementales et du réchauffement planétaire et marxiste écologiste, vient d'effectuer un bref séjour à Maurice. Fondateur de l'ONG Climats et Justice Sociale, Daniel Tanuro est également l'auteur, entre autres, de *L'impossible capitalisme vert* publié aux éditions Les empêcheurs de penser en rond. Nous vous proposons l'essentiel de l'interview, très politique et très écologiste, qu'il nous a accordée avant de quitter Maurice, lundi dernier.

On vous présente comme un ingénieur agronome qui est également un écologiste marxiste. Est-ce compatible ?

Daniel Tanuro - Tout est dit dans votre question. Je suis un ingénieur agronome de formation, devenu très vite un militant écologiste. J'ai compris très tôt que les problèmes environnementaux étaient le fait du mode de développement d'un certain type de système économique. Je suis devenu un militant engagé pour changer ce système, et en cours de route j'ai découvert le marxisme, que j'ai étudié du point de vue de la crise environnementale.

Qu'est-ce qui prime chez vous ? Le combat écologiste ou la réflexion marxiste ?

Pour ma part, les deux ne font plus qu'un et je suis extrêmement sensibilisé et inquiet de la dégradation de l'environnement. Climats et Justice Sociale, l'ONG que j'ai contribué à fonder, s'occupe essentiellement de ça. Selon moi, il n'y a plus aujourd'hui une véritable frontière entre les problèmes environnementaux et les problèmes sociaux, et la question des changements climatiques en est l'illustration. Au rythme actuel, on est parti pour une hausse de température de quatre degrés ou plus d'ici la fin du siècle. Cela veut dire une hausse du niveau de la mer d'un mètre ou plus. Cela veut dire le déplacement de millions d'êtres humains à travers le monde, en Égypte, en Inde, en Asie, dans des dizaines d'îles et des villes construites sur la mer.

Ces changements géographiques et sociaux sont-ils étalés dans le temps ?

Il y a beaucoup d'incertitudes sur les échéances temporelles de la terre. Trois facteurs interviennent dans la hausse du niveau des océans : la dilatation thermique des masses d'eau qui chauffent en prenant plus d'espace, la fonte des glaces et la dislocation des calottes glaciaires. Le climatologue en chef des Nations unies tire la sonnette d'alarme depuis vingt ans en parlant précisément d'un

bloc de glace dans l'Antarctique, qui risque de fondre et de provoquer une hausse de plusieurs mètres en quelques décennies. C'est avec ce genre d'éventualité que l'humanité est en train de jouer à la roulette russe.

Ces phénomènes annoncés sont-ils irrémédiables ?

Ils sont en train de le devenir, parce que les gouvernements et les États, sous la pression de lobbies financiers, ne prennent pas les bonnes décisions.

Est-il encore temps de faire quelque chose ?

C'est la grande question. Je crois qu'il ne sera jamais trop tard pour faire quelque chose. Est-il encore temps de rester en dessous d'une hausse de deux degrés d'ici la fin du siècle ? J'en doute très sérieusement. Je crois même que ce n'est plus possible. Le quatrième rapport du groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat des Nations unies indique que, pour éviter cette hausse, il faudrait remplir des conditions draconiennes. Un seul exemple : les pays capitalistes développés devront réduire de 80% leurs émissions de gaz d'ici 2050.

Autant dire que c'est impossible en l'état actuel des choses...

C'est techniquement possible. C'est politiquement et humainement concevable, à condition qu'on prenne les orientations voulues. On a parlé des pays capitalistes et pour le monde dans son ensemble, il faut une réduction de 50 à 85% des émissions de gaz. Il faut que cette réduction commence au plus tard en 2015 et que les pays en voie de développement, sans consentir à une réduction absolue de leurs émissions, acceptent des efforts drastiques en terme d'économie d'énergie.

Êtes-vous en train de dire à l'humanité, qui a des siècles de mauvaises habitudes : on efface tout et on recommence différemment ?

C'est vrai qu'il y a beaucoup de choses à effacer. Pour continuer à vivre, il faudra faire autrement. Je veux insister sur le fait que ce n'est pas techniquement impossible et que, de toutes les manières, il faut atteindre ces objectifs parce que sinon, nous allons être confrontés à une catastrophe d'une ampleur inimaginable. Ni vous, ni moi ne pouvons imaginer ce que représenterait une hausse du niveau des océans de cinq mètres. Et ce n'est qu'une des conséquences du changement climatique, les autres étant : plus de sécheresses, plus d'inondations, une baisse de la productivité agricole mondiale, alors qu'on va vers une population de neuf milliards d'être humains. Ne pas faire le maximum pour stabiliser le système climatique n'est pas une option mais une obligation urgente. Je le répète, c'est techniquement réalisable. Il suffit de changer de source énergétique et d'abandonner les fossiles - charbon, pétrole et gaz naturel et, j'ajoute, le nucléaire - par les énergies renouvelables.

Pourquoi ne le fait-on pas ?

Le problème est économique, donc politique. Il existe des lobbies énergétiques qui, à travers leurs monopoles, contrôlent tout le système énergétique et font des profits colossaux. Ils sont alliés au système financier et veulent à tout prix protéger ce système. Le climatologue des Nations unies a déjà déclaré que les CEO du secteur des énergies fossiles devraient être traduits en justice pour crime contre l'humanité et la nature. Ce sont eux qui bloquent la transition énergétique, et plus ils le font, plus elle devient difficile à réaliser parce que les délais diminuent.

Dans la mesure où les propos du climatologue des Nations unies n'ont eu aucun effet, autant dire que rien ne va bouger. Ce discours d'alerte n'a-t-il pas été tellement répété

qu'il en est devenu banal ?

Est-ce que l'alternative serait de ne plus en parler ? J'ai l'impression que l'inquiétude s'accroît, mais c'est vrai que depuis 2008, la crise économique et financière n'a pas aidé. Les gens sont sur des objectifs de survie économique immédiate, ce qui rend difficile la réflexion sur le moyen terme. Mais j'ai le sentiment que sous cette pellicule de préoccupation immédiate incontournable, la question « quelle terre laisserons-nous à nos enfants ? » est toujours là. Tout le défi consiste à présenter des solutions, certes radicales, mais qui permettent de concilier la protection de l'environnement, qui conditionne notre existence en tant qu'humanité, avec les préoccupations sociales. Et c'est là qu'on entre sur le terrain de ce qu'on appelle « l'écossocialisme ». C'est ça le défi : répondre aux deux préoccupations. Un des grands problèmes d'aujourd'hui, avec la crise, c'est l'ampleur du chômage. Je crois qu'il est possible de mettre en avant des propositions de protection et de stabilisation du système climatique qui permettent en même temps de résorber le chômage.

Un exemple ?

Pour les pays où l'hiver est rigoureux, une bonne isolation de l'ensemble du parc immobilier est une condition obligatoire pour la réduction des émissions. Cela représente à peu près un quart des émissions de l'Europe. On peut mieux faire l'isolation, ce qui apportera tout à la fois une diminution des gaz et de la consommation d'énergie, du travail et un plus grand confort.

Si cela est aussi simple que vous le dites, pourquoi ne le fait-on pas ?

Parce qu'on se heurte aux lobbies de l'énergie, qui sont beaucoup plus puissants qu'on ne l'imagine. Les lobbies du pétrole, du gaz et du charbon sont les véritables maîtres du monde et agissent en étroite collaboration avec le secteur financier. Le dernier World Social Economic Outlook des Nations unies estime que l'ensemble du système énergétique fossile et nucléaire, qui devrait être remplacé, représente un quart du PIB mondial. Il est exclu que ceux qui détiennent cet avoir, ce patrimoine, dont ils tirent leurs revenus, décident du jour au lendemain de le supprimer.

Face à cette réalité économique, vos propos ne sont-ils pas ceux d'un doux rêveur idéaliste ?

Cette question peut également être posée dans d'autres domaines, dont le social. N'est-ce pas du rêve que de demander l'égalité sociale face à l'immense puissance que représentent les financiers ? J'assume le fait de faire partie de ces rêveurs qui persistent à penser qu'au niveau actuel de son développement scientifique et de ses connaissances techniques, l'humanité dans son ensemble pourrait vivre bien mieux dans l'égalité des droits et la justice sociale, avec un travail digne, une bonne alimentation et un logement décent pour tous.

Quel chemin prendre pour arriver à ce monde proche de la perfection ?

Celui qui passe par la contestation du système capitaliste. Tout part de là, aussi bien sur le plan social que le plan environnemental. Je ne veux pas dire que tout se limite à ça. Je sais que d'autres sociétés avant le capitalisme ont été marquées par l'inégalité sociale, que d'autres encore ont dégradé l'environnement, mais aujourd'hui tout part de là. Pour d'autres problèmes, qui ne relèvent pas du capitalisme, on aura le temps de voir plus tard. Mais la grande nouveauté pour les rêveurs, dont je fais partie, c'est qu'on ne peut plus concevoir une lutte en phase ou en étapes. On ne plus dissocier la défense de l'environnement de l'évolution, même si le capitalisme ne fait que ça. C'est pour ça que le concept d'écossocialisme est autre chose qu'une nouvelle étiquette sur la même bouteille. Il s'agit pour des militants, convaincus du fait qu'il faut changer et de système économique et de mode de production en profondeur, de comprendre que les conditions objectives de la

transition ont radicalement changé du fait de la crise écologique.

La crise économique n'a-t-elle pas fait passer au second plan la crise écologique ?

Sans aucun doute, mais il suffit d'une catastrophe, d'un événement particulier, pour que la crise écologique se manifeste comme crise sociale. Et donc réintègre le champ des préoccupations immédiates. Ainsi au Japon, après l'accident de Fukushima, le mouvement antinucléaire a pris une ampleur importante, même sur le plan politique.

Faut-il essentiellement passer par la politique, entrer dans un gouvernement, pour atteindre les objectifs que vous avez définis ?

La réponse est oui. Il faut intégrer les revendications environnementales dans la lutte sociale. Il faut imaginer des programmes de lutte contre le chômage qui permettent en même temps de lutter contre la dégradation de l'environnement, et c'est possible. La réparation des systèmes endommagés demande beaucoup de main d'œuvre. La transition vers une agriculture organique de proximité – qui est la contestation du modèle de l'agro-business – demande aussi beaucoup de main d'œuvre. Il faut faire de l'environnemental un enjeu social qui répond aux problèmes d'emploi, de logement, de dignité, etc. Ensuite, à partir de là, s'attaquer à la conquête du pouvoir politique, mettre en perspective la formation de gouvernements appuyés sur des mobilisations populaires et qui commencent à mettre en œuvre un programme de rupture avec le productivisme capitaliste et l'agro-business, etc. Effectivement, l'enjeu politique est absolument majeur. Puisque la règle du profit ne permet pas de faire face aux défis, il faut que le collectif, donc le politique, joue un rôle majeur dans le combat.

Quand on voit ce que font les Verts dans l'actuel gouvernement français, on peut se demander si cela vaut la peine d'entrer en politique et au gouvernement pour faire aboutir les idées que vous défendez...

Je pense que les Verts français font une très grosse erreur. Ils sont associés à un parti socialiste qui applique une politique néolibérale et, ce faisant, laisse le champ libre pour la composition d'une gauche nouvelle qui est en train d'intégrer le social et l'écologie. Je n'ai pas une admiration particulière pour Jean-Luc Mélenchon, mais il y a quelques jours, le parti de gauche français organisait les assises de l'écosocialisme. Ça, c'est quelque chose de totalement nouveau dans ce segment de la gauche française. Et un peu partout en Europe, on voit naître cette tendance qui intègre l'écologie dans le social et qui gagne du terrain. En Grèce, cette tendance politique a fait un très bon score aux dernières élections.

Dans le monde interconnecté et interdépendant qui est le nôtre, un gouvernement écosocialiste pourrait-il appliquer le programme de rupture avec le capitalisme dont vous rêvez ?

Pourquoi pas, si c'est le souhait de la mobilisation populaire.

S'il était européen, ce gouvernement-là aurait des comptes à rendre à Bruxelles...

Là, il y aurait une épreuve de force. Mais qui dit que le fait qu'un gouvernement ose s'appuyer sur la majorité de sa population pour défier les forces existantes n'aurait pas une grande popularité aussi à l'international ? Et pourrait avoir valeur d'exemple à suivre. Car il faut bien se rendre compte qu'il y a, à travers le monde, des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui souffrent de ces politiques néolibérales imposées par les institutions internationales. Donc, l'étape politique est absolument indispensable dans la lutte pour la transformation en s'appuyant sur la mobilisation

populaire.

Il y en a eu pas mal, de mobilisations populaires, ces derniers mois : d'« Occupy Wall Street » aux « indignés » espagnols, portugais, etc. Ces mouvements sont loin de faire battre en retraite le capitalisme.

La grande leçon des expériences que vous évoquez, c'est la nécessité d'une perspective politique. Et ça, c'est ce que les Grecs nous ont appris. En deux ans, le parti écolo-socialiste grec est devenu le premier dans les intentions de vote. Il a réussi le bond en avant en faisant campagne pour un gouvernement qui refuserait les diktats de Bruxelles, du FMI et de la Banque Mondiale. Le chemin passe par la politique, et on le constate de plus en plus dans les élections régionales : il y a une percée de la gauche radicale en Europe.

Il existe également une percée de l'extrême droite.

Il y a une polarisation très claire et une course de vitesse entre ces deux tendances et une crise de tous les partis plus traditionnels qui, en fait, apparaissent – et ce n'est pas qu'une apparence – comme appliquant la même politique avec seulement quelques nuances. Mais revenons à notre propos de départ. Je crois que la clef de toute solution au système climatique passe par la fin d'un double monopole, celui de l'énergie et celui de la finance. Les deux sont intimement liés, parce que les investissements dans le système énergétique sont colossaux et sont financés à crédit par le système financier. Il faut casser ce double monopole. L'énergie comme le crédit doivent être considérés comme des éléments vitaux du fonctionnement de la société, et ne doivent pas être laissés aux mains d'intérêts égoïstes de gens qui ne représentent même pas 1% de la population. Il faut passer par une phase d'expropriation/nationalisation, qui met en perspective un système décentralisé.

Est-ce qu'il existe des systèmes et des outils pour remplacer ceux que vous souhaitez faire disparaître ?

Le système énergétique centralisé que nous connaissons aujourd'hui correspondait à un certain type de développement des technologies basées sur l'énergie fossile. Si nous passons au renouvelable, on ne peut plus fonctionner avec un système centralisé mais un autre, décentralisé, puisque les sources énergétiques sont diverses. Ce qui permet de concevoir des systèmes de gestion par les collectivités locales à l'échelle d'une ville.

Le monde actuel fonctionne avec des gouvernements et des organismes supra-gouvernementaux qui dictent les politiques. Comment faire ceux d'en haut accepter les idées d'en bas que vous professez ?

Est-ce que ceux d'en haut sont encore capable d'entendre ceux d'en bas ? Je ne le crois pas. La proposition la plus avancée du monde capitaliste en matière de politique énergétique de ces dernières années a été faite par le président Obama, au cours de son premier mandat. Il proposait de taxer lourdement les sources fossiles pour imposer la transition énergétique aux capitalistes et d'utiliser une partie de cette taxe pour financer un vaste projet de développement des énergies renouvelables et amortir le coût de la transition auprès des défavorisés. C'était un projet audacieux, qu'il a rangé dans ses tiroirs à peine élu, parce que la force du lobby énergétique aux USA est colossale. Ceux qui sont aux affaires dans le monde, tel que nous le connaissons aujourd'hui, ne sont même pas capables d'entendre l'idée d'une alternative. Cette idée doit venir d'en bas, des luttes sociales, des organisations syndicales.

C'est sans doute cela qui vous a fait dire qu'il était temps de ranimer la flamme de

L'anticapitalisme. Elle était éteinte ?

Il faut le reconnaître : l'anticapitalisme est profondément discrédité par une série de faillites. Celle du monde stalinien, de la dégénérescence de l'Union soviétique et de ses avatars, de la Chine devenue aujourd'hui une des premières puissances capitalistes du monde sous le drapeau rouge avec la faucille et le marteau. Également celle de la socio-démocratie qui portait les espoirs des opprimés et qui est transformée aujourd'hui en instrument de la gestion néo-libérale. Il faut rallumer cette flamme, pas en mettant du vieux vin dans des bouteilles neuves, mais en revoyant la recette du vin lui-même et de son contenant. Il faut réinventer le projet socialiste, et l'écosocialisme n'est pas une nouvelle étiquette sur la vieille bouteille. C'est une nouvelle bouteille et un nouveau vin qui, sans faire table-rase du passé, apporte une série de modifications substantielles à la pensée anticapitaliste. Les environnementalistes, les féministes et d'autres mouvements participent à cette démarche.

Peut-on dire que le grand mouvement que vous appelez de vos vœux est en train de se mettre en place ?

Je le crois. En tout cas les préoccupations, les problématiques, les revendications féministes et écologistes qui peuvent être intégrés dans la lutte des exploités et des opprimés sont un élément clé dans la redéfinition du projet anticapitaliste.

Comment s'annonce le combat ?

Dur, mais exaltant.

Avec une possibilité de victoire ?

J'en suis absolument convaincu. Ce qui se passe dans certains pays d'Amérique latine montre qu'on peut gagner sur des points encore limités, mais qui donnent espoir.

Tout cela demande du temps. L'avons-nous encore ?

Je ne sais pas. On m'a dit récemment que le projet écosocialiste était condamné par le facteur temps, dans la mesure où il n'y avait que deux générations pour réaliser la transition énergétique. J'ai répondu qu'on n'avait pas le choix. On peut avoir le pessimisme de la raison, mais il faut l'optimisme de la volonté, comme disait Gramsci. En particulier dans ce cas, car il n'y a pas d'alternative, pas de certitude, qu'on sera capable de relever le défi dans les temps impartis. Mais il faut essayer car on n'a pas le choix. Je mise sur le fait que toutes et tous, nous voulons, au fond de nous-mêmes, une planète où il fait bon vivre pour nous, nos proches et nos enfants. Et nous savons que c'est possible si nous nous engageons dans le combat.

P.-S.

* LE MAURICIEN. ARTICLE PARU DANS WEEK-END | 16 DÉCEMBRE, 2012 - 12:00 (paru sous le titre « « Il faut intégrer l'écologie dans la lutte sociale » ») : <http://www.lemauricien.com/article/daniel-tanuro-marxiste-ecologique%C2%A0-%C2%AB-il-faut-integrer-lecologie-la-lutte-sociale-%C2%AB>